

D M G D

Société de Commissariat aux Comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Raphaël ALDIGIER
David NOBREGA
Stéphane VALANTIN
Eric PARISET
Vincent REY
Julien PAGES

N/Réf :

Objet :

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2023

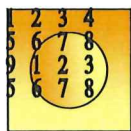
CECLER

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

SIEGE SOCIAL : 13, Rue Condorcet
63 000 CLERMONT-FERRAND

SARL D.M.G.D – société de commissariat aux comptes

Siège Social : 1 Avenue d'Aiguille – 43000 LE PUY-EN-VELAY – Tél : 04.71.05.69.45
Etablissement Secondaire : 89 Avenue Joseph Claussat – 63400 CHAMALIERES
SARL au capital de 8 000 euros – RCS LE PUY-EN-VELAY 424 879 161 – APE 6920 Z
Inscrite au tableau de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de LYON - RIOM



D M G D

Société de Commissariat aux Comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Raphaël ALDIGIER
David NOBREGA
Stéphane VALANTIN
Eric PARISET
Vincent REY
Julien PAGES

N/Réf :

Objet :

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

CECLER

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

SIEGE SOCIAL : 13, rue Condorcet

63 000 CLERMONT-FERRAND

Exercice social : 01.01.2023 au 31.12.2023

SIRET : 397 624 511 00044
CODE NAF : 87.90B

SARL D.M.G.D – société de commissariat aux comptes

Siège Social : 1 Avenue d'Aiguilhe – 43000 LE PUY-EN-VELAY – Tél : 04.71.05.69.45
Etablissement Secondaire : 89 Avenue Joseph Claussat – 63400 CHAMALIERES
SARL au capital de 8 000 euros – RCS LE PUY-EN-VELAY 424 879 161 – APE 6920 Z
Inscrite au tableau de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de LYON - RIOM

DN

Aux membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **CECLER** », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne:

- La prise en compte des provisions liées aux évolutions de la législation,
- les compléments d'informations présentés en annexes sur les méthodes de comptabilisation,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatif à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

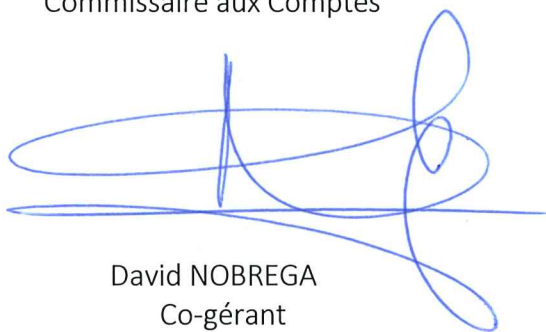
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.



Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à CHAMALIERES,
Le 15 mai 2024

Pour la SARL D.M.G.D.
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a horizontal line, positioned above the name David NOBREGA.

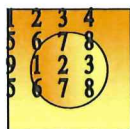
David NOBREGA
Co-gérant

ANNEXE : « Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes »

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.





D M G D

Société de Commissariat aux Comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Raphaël ALDIGIER
David NOBREGA
Stéphane VALANTIN
Eric PARISET
Vincent REY
Julien PAGES

N/Réf :

Objet :

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS

Article L 612-5 du code de commerce
Article L 313-25 du code de l'action sociale et des familles

CECLER

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

SIEGE SOCIAL : 13, Rue Condorcet

63 000 CLERMONT-FERRAND

Exercice social : 01.01.2023 au 31.12.2023

SIRET : 397 624 511 00044
CODE NAF : 87.90B

DN

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31.12.2023

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R 314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du code de commerce.

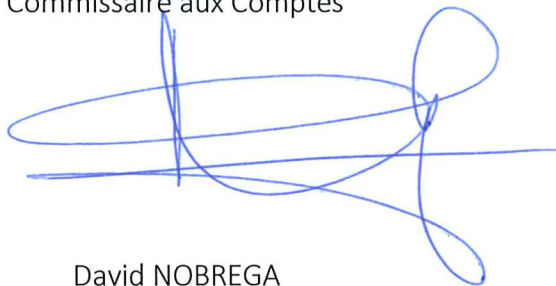
CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été avisés que le montant global des rémunérations des administrateurs, cadres dirigeants salariés (au sens de l'article L.3111-2 du code du travail), des directeurs d'établissements et des membres de la famille des trois catégories ci-dessus travaillant dans l'association s'est élevé au titre de l'exercice 2023 à 184 494€ bruts.

Fait à CHAMALIERES

Le 15 mai 2024

SARL D.M.G.D.
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned over the text of the Commissioner of Accounts.

David NOBREGA
Co-gérant

Bilan Actif

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

		31/12/2023			N-1
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
État exprimé en €					
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)	AA			
	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement	AB	AC		
	Frais de recherche et de développement	AD	AE		
	Concessions brevets droits similaires	AF	AG		
	Fonds commercial	AH	AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	21 960,00	21 619,07
	Avances et acomptes	AL	AM		
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains	AN	AO	307 500,00	307 500,00
	Constructions	AP	AQ		
	Installations techniques, mat et outillages	AR	AS		
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	1 714 846,00	652 158,80
	Immobilisations en cours	AV	AW	18 225,60	43 709,63
	Avances et acomptes	AX	AY		
	Immobilisations Financières				
	Participations évaluées selon mise en	CS	CT		
	Autres participations	CU	CV	1,00	1,00
	Créances rattachées à des participations	BB	BC		
	Autres titres immobilisés	BD	BE	75 188,81	78 380,25
	Prêts	BF	BG		
	Autres immobilisations financières	BH	BI	291 169,81	287 890,91
	TOTAL (II)	BJ	BK	2 428 891,22	1 631 100,43
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Matières premières, approvisionnements	BL	BM		
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS		
	Marchandises	BT	BU		
	Avances et Acomptes versés sur	BV	BW	7 917,18	60 366,69
	Créances				
	Créances clients et comptes rattachés	BX	BY	2 076 205,41	539 093,05
	Autres créances	BZ	CA	391 201,46	523 081,57
	Capital souscrit appelé, non versé	CB	CC		
	Valeurs mobilières de placement	CD	CE		
COMPTES DE REGULARISATION	Disponibilités	CF	CG	777 555,01	2 597 244,89
	Charges constatées d'avance	CH	CI	121 263,58	71 676,63
	TOTAL (III)	CJ	CK	3 374 142,64	3 791 462,83
	Frais d'émission d'emprunt à étaler	(IV) CL			
	Primes et remboursement des	(V) CM			
	Écarts de conversion actif	(VI) CN			
TOTAL ACTIF		CO	1A	5 803 033,86	5 005 243,07

Bilan Passif

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

État exprimé en €

		31/12/2023	N-1
Fonds Propres	Fonds associatifs	DB 19 524,78	19 524,78
	Ecart de réévaluation	DC	
	Réserves		
	Réserve légale	DD	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées	DF	
	Autres réserves	DG 160 548,10	169 755,32
	Reports à nouveau		
	Report à nouveau - Hors Activité socio-médicale	EF 598 300,12	559 797,82
	Report à nouveau - Activité socio-médicale hors gestion contrôlée	EG 715 221,65	1 625 127,93
Fonds Dédiés	Report à nouveau - Activité socio-médicale sous gestion contrôlée	EH 142 043,92	193 111,59
	Excédent de l'exercice	DI 1 646,75	38 502,30
	Subventions d'investissement	DJ 354 643,05	290 759,57
	Situation nette	DL 1 991 928,37	2 896 579,31
	Autres Fonds Dédiés	DM DN 197 293,31	52 313,29
	Total Fonds dédiés	DO 197 293,31	52 313,29
	Provisions pour risques	DP 10 031,32	40 141,27
	Provisions pour risques et charges	DQ 561 216,33	475 127,70
	Total des Provisions	DR 571 247,65	515 268,97
	DETTES FINANCIERES		
Dettes	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Concours bancaires sur comptes courants	DU 194 769,12	
	Emprunts et dettes financières divers	DV 238 906,40	258 480,10
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX 367 361,61	226 133,52
	Personnels, Etat et Organismes sociaux	DY 1 099 231,09	1 091 788,37
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
TOTAL PASSIF	Autres dettes	EA 344 505,52	120 538,86
	Produits constatés d'avance	EB	
	Total des Dettes	EC 2 244 773,74	1 696 940,85
Ecart de conversion passif		ED	
TOTAL PASSIF		EE 5 005 243,07	5 161 102,42

Compte de résultat 1/2

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

État exprimé €

				31/12/2023		N-1
		France		Exportation		
Produits d'exploitation	Participation des usagers, Loyers &	FA	212 572,07	FB	FC 212 572,07	155 252,64
	Dotations & Subventions (Missions)	FD	10 829 420,35	FE	FF 10 829 420,35	11 166 123,95
	Dotations pour fonctionnement des	FG	732 878,06	FH	FI 732 878,06	763 197,84
	Total des Subventions et	FJ	11 774 870,48	FK	FL 11 774 870,48	12 084 574,43
					FM	
	Remboursement des Frais et produits sur Emplois aidés				FN	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges				FO 73 116,02	93 651,67
	Autres produits (dont Cotisations des Membres)				FP	
					FQ 1 030,33	918,20
	Total des Produits d'exploitation				FR 11 849 016,83	12 179 144,30
Charges d'exploitation	Aides distribuées aux Usagers des structures				FS 648 183,46	613 367,60
	Autres achats et charges externes				FW 4 520 134,52	3 842 207,72
	Impôts, taxes et versements assimilés				FX 473 341,10	406 096,57
	Salaires et traitements				FY 4 233 118,49	3 719 574,24
	Charges sociales du personnel				FZ 1 680 831,94	1 586 748,00
	Dotations aux amortissements				GA 151 068,49	153 446,12
	Dotations aux provisions				GD 66 419,87	4 202,69
	Pécules & Aides financières:					
	- Pécules				FT 243 204,11	208 098,25
	- Aides financières (Gestion des Fonds)				GH 683 460,95	597 128,50
	Autres charges				GE 23,28	18,00
					GC	
					GB	
	Total des charges d'exploitation				GF 12 699 786,21	11 130 887,69
RESULTAT D'EXPLOITATION					GG -850 769,38	1 048 256,61

DN

Compte de résultat 2/2

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat exprimé en €

		31/12/2023		N-1
RESULTAT D'EXPLOITATION		-850 769,38		1 048 256,61
		GI		
Produits financiers	De participations	GJ		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (Livret A)	GL	4 231,32	3 642,77
	Reprises sur provisions et transfert de charges	GM		
	Différences positives de change	GN		
	Intérêts créditeurs sur comptes courants	GO		
Total des produits financiers		GP	4 231,32	3 642,77
Charges financières	Dotations aux amortissements et aux provisions	GQ		
	Intérêts et charges assimilées	GR	3 089,97	3 234,99
	Différences négatives de change	GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT	30 921,26	1 364,79
Total des charges financières		GU	34 011,23	4 599,78
RESULTAT FINANCIER		GV	-29 779,91	-957,01
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		GW	-880 549,29	1 047 299,60
Produits exceptionnels	Dons et Autres produits exceptionnels	HA	35 585,02	44 287,19
	Reprise de subvention d'investissement et produits sur exercices antérieurs	HB	41 116,52	45 204,42
	Reprises sur provisions et transfert de charges	HC	33 555,79	1 198,80
	Total des produits exceptionnels	HD	110 257,33	90 690,41
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	HE	23 046,62	10 628,11
	Autres charges exceptionnelles	HF	404,66	348,69
	Dotations aux provisions	HG	24 015,54	
	Total des charges exceptionnelles	HH	47 466,82	10 976,80
RESULTAT EXCEPTIONNEL		HI	62 790,51	79 713,61
Engagements à réaliser sur subventions attribuées		HJ	633 660,05	1 584 057,22
Report des ressources des exercices antérieurs non utilisées		HO	1 452 730,78	495 683,94
Impôts sur les sociétés		HK	-334,80	137,63
TOTAL DES PRODUITS		HL	13 416 236,26	12 769 161,42
TOTAL DES CHARGES		HM	13 414 589,51	12 730 659,12
EXCEDENT DE L'EXERCICE		HN	1 646,75	38 502,30
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	Secours et Dons en nature	KA	72 526,35	36 423,85
	Mise à disposition gratuite des Biens et Services	KAA	0,00	0,00
	Prestations des bénévoles	KB	195 030,23	790 702,26
	Bénévolat	KC	195 030,23	790 702,26
	Prestations en nature	KCC	0,00	0,00
	Prestations et Dons en nature	KD	72 526,35	36 423,85

DW

L'OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION, LA NATURE ET LE PERIMETRE DE SES ACTIVITES ET ACTIONS ET LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Conformément à ses statuts, l'Association CeCler a pour objet « **l'insertion des personnes en difficulté** » en les aidant prioritairement au niveau de l'hébergement et leur insertion professionnelle. Et au titre de la lutte contre les exclusions, en facilitant leur insertion sociale et professionnelle au travers des volets suivants :

- ✓ Santé
- ✓ Logement,
- ✓ Emploi.

L'Association assure :

- ✓ Un accompagnement social individuel,
- ✓ Des animations socioculturelles,
- ✓ Des actions d'insertion sociale et professionnelle,
- ✓ La gestion des dispositifs spécifiques y afférents.

Dans le cadre de cet objet, l'Association réalise des distributions d'aides alimentaires à titre caritatif.

Sa mission est axée sur 4 priorités d'actions :

- ✓ L'accueil et l'hébergement, principalement dans les situations d'urgence,
- ✓ La prise en compte de la santé et le développement de l'estime de soi,
- ✓ Le soutien et l'accompagnement social afin d'inscrire la personne dans un processus d'autonomisation,
- ✓ L'adaptation à la vie active, l'insertion sociale et professionnelle.

Ces actions sont menées par une équipe de professionnels, de mécènes de compétence et de bénévoles engagés qui coordonnent leurs interventions pour construire un parcours individualisé qui implique et responsabilise la personne.

L'Association mobilise les fonds mis à disposition par l'Etat, les institutions et les collectivités publiques, les fondations et acteurs économiques privés et bénéficie également de dons et contributions des particuliers pour soutenir sa mission.

L'Association CeCler est reconnue d'intérêt général depuis le 18/01/2010.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999 la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983 le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983,
- Arrêté du 15 décembre 2021 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les règlements comptables :

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs,
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs,
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs,
- 2018-06 relatif au plan comptable général du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

FONDS PROPRES DE L'ASSOCIATION

Au passif du bilan de l'Association, les fonds propres se décomposent en 2 catégories :

- **Les fonds définitivement acquis à l'association** qui sont des fonds associatifs, des réserves, le report à nouveau, le résultat de l'exercice et les subventions d'investissement,
- **Et des reports à nouveau qui sont encore sous contrôle du Tiers Financeurs.** Ce sont des excédents réalisés sur les missions mais qui attendent encore une décision d'affectation de l'autorité financeur (autorité de la tarification). Selon le plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, ces excédents sont classés en fonds propres.

Description	2023	2022	Variation	%
Fonds définitivement acquis à l'Association				
Fonds associatifs	19 524,78	19 524,78	0,00	0,0%
Autres réserves	160 548,10	169 755,32	(9 207,22)	(5,4)%
Report à nouveau	598 300,12	559 797,82	38 502,30	6,9%
Excédent de l'exercice	1 646,75	38 502,30	(36 855,55)	(95,7)%
Subvention d'investissement	354 643,05	290 759,57	63 883,48	22,0%
	1 134 662,80	1 078 339,79	56 323,01	5,2%
Reports encore sous contrôle d'un Tiers Financeurs				
Résultats - Activité socio-médicale hors gestion contrôlée	679 044,13	1 625 127,93	(946 083,80)	(58,2)%
Résultats - Activité socio-médicale sous gestion contrôlée	178 221,44	193 111,59	(14 890,15)	(7,7)%
	857 265,57	1 818 239,52	(960 973,95)	144,1%
TOTAL FONDS PROPRES	1 991 928,37	2 896 579,31	(904 650,94)	(31,2)%

IMMOBILISATIONS ET INVENTAIRES

A. Politique d'immobilisation et d'amortissement

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les biens qui sont portés en immobilisations sont des biens durables d'une valeur d'acquisition unitaire de plus de 500 € Hors Taxe.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le *mode linéaire* en fonction de la durée de vie.

Durées d'amortissement utilisées :

- Installations et Agencements
 - Acquis avant 2019 5 ans
 - Acquis à partir de 2019 10 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Mobilier et électroménager 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans

B. Acquisitions d'immobilisations en 2023

Description	Source de financement	Montant
205100 Logiciels		21 960,00 €
Logiciel Dirigami (Gestion de l'Usagers)	Autofinancement	21 960,00 €
218100 Aménagements et agencements divers		329 220,82 €
Reconditionnement des Chambres (Maison Relais)	Autofinancement	16 863,00 €
Travaux de mise aux normes du site « le Rivaly »		312 357,82 €
	Département	105 000,00 €

Description	Source de financement	Montant
	Prêt bancaire	207 357,82 €
218200 Matériel de transport		68 828,08 €
Peugeot 208 Electrique GN-971-VJ	Autofinancement	30 227,56 €
Renault Clio E-Tech FV-591-TL	Autofinancement	20 392,76 €
Renault Clio TCE 90 GD-666-RY	Autofinancement	18 207,76 €
218300 Matériel informatique et de bureau		15 668,96 €
Ordinateurs portables	Autofinancement	15 668,96 €
231800 Immobilisations en cours		6 064,80 €
Travaux en cours Bartholdi	Conseil Départemental	6 064,80 €
Total		441 742,66 €

C. Sorties d'immobilisations en 2023 :

Conversion des Immobilisations en cours en Installations et agencements : 31 548,83 €.

D. Inventaire du petit matériel au 31/12/2023

Par mesure de simplification, les biens d'une valeur unitaire Hors Taxe inférieure à 500 € ne sont pas portés au bilan de l'Association en immobilisations.

L'acquisition de ces biens sont enregistrés en charges sur l'exercice d'achat.

La liste de ces biens de faible valeur (entre 100 et 500 € Hors Taxe) est fournie ci-après :

INVENTAIRE DES BIENS DURABLES DE FAIBLE VALEUR NON INSCRITS A L'ACTIF (dont le coût d'acquisition unitaire Hors Taxe est supérieur à 100 € et inférieur à 500 €)

Articles	Familles	Stock 31/12/2022	Entrés (+) 2023	Sorties (-) 2023	Stock 31/12/2023	Provenance/ Destination
Armoire/basse	Administration	52			52	
Armoire/haute		55	6		61	Achat
Fauteuil Veilleur		13			13	
Fauteuil Bureau		40	12		52	Don entreprise
Bureau angle		2			2	
Bureau		78	4		82	Achat
Caisson roulette		33	3		36	Achat
Table ronde 120		2			2	
Banque d'accueil		4		2	2	Déchetterie
Ordinateur fixe (avec écran)		22			22	
Scanner		5			5	
Ordinateur portable		145	6		151	Achat

Articles	Familles	Stock 31/12/2022	Entrés (+) 2023	Sorties (-) 2023	Stock 31/12/2023	Provenance/ Destination
Ecran seul		20			20	
Tablette IPAD		3			3	
Imprimante/Photocopieur		10			10	
Téléphone Portable		36	13		49	Achat
Serveur cloud		6			6	
Coffre-fort (boîtes...)		10			10	
Abri de jardin	Animation	1			1	
Abri extérieur		2			2	
Chapiteau		2	1	1	2	Achat Déchetterie
Appareil Photo		10			10	
Baby-Foot		3			3	
Table Tennis de Table		5			5	
Vélo		22			22	
Vélo d'appartement		2			2	
Banc de musculation		1			1	
Vélo Electrique		35			35	
Grande Télévision Animation		9			9	
Vidéoprojecteur		7	2		9	Achat
Chaine HiFi		8			8	
Trottinette électrique		29			29	
Machine à coudre		12			12	
Aspirateur	Entretien	15	2	2	15	Achat Déchetterie
Aspirateur dorsal hybride		1			1	
Nettoyeur Haute Pression		2			2	
Caisse à outils avec outillage		18			18	
Débroussailluse		5			5	
Tondeuse		5	1	1	5	Achat Déchetterie
Echafaudage		1			1	
Echelle		4			4	
Petit réfrigérateur	Logements	441	24	10	455	Achat Déchetterie
Grand Frigo		21	14		35	Achat
Congélateur		14	2		16	Achat
Cuisinière		121	24		145	Achat
Four réchauffage Pro 530x325		1			1	
Four		170	19	6	183	Achat Déchetterie
Piano Cuisine		4		1	3	Déchetterie
Lave-vaisselle		13		4	9	Déchetterie

Articles	Familles	Stock 31/12/2022	Entrés (+) 2023	Sorties (-) 2023	Stock 31/12/2023	Provenance/
						Destination
Lave-linge		137	25	6	156	Achat Déchetterie
Sèche-Linge		8			8	
Téléviseur chambre		270	29	8	291	Achat Déchetterie
Lit/140 et matelas		23	4		27	Achat
Lit/90 et matelas		635	64		699	Achat
Lits Superposés 90 et Matelas		204	44		248	Achat
Armoire chambre		41	29		70	Achat
Commode		6	8		14	Achat
Penderie		15	6		21	Achat
Canapé		122	16		138	Achat
Chaises		1369	220	25	1564	Achat Déchetterie
Tables rectangulaires		167	77		244	Achat
Table de cuisson vitro		19	2		21	Achat
Table de cuisson électrique		26			26	
Table de chambre		40	60		100	Achat
Table extérieur bois avec banc		11	4		15	Achat
Table de nuit		51	12		63	Don particulier
Chariot distribution pharmacie	Médical	1			1	
Classeur dossier & Négatoscope		1			1	
Fauteuil chambre		9			9	
Table d'examen		4			4	
Lit hôpital électrique		5			5	
Lit hôpital mécanique		15			15	
Paillasse (plan de travail)		2			2	
Fauteuil Roulant		5			5	
Table adaptable		15			15	

ENGAGEMENTS DE DEPART A LA RETRAITE

Une provision destinée à couvrir l'obligation de paiement des Indemnités de Départ à la Retraite des salariés a été calculée au 31/12/2023 pour un montant total de **531 918,07 €**.

Elle représente les engagements de l'Association vis-à-vis des salariés en CDI présents à la clôture de l'exercice.

En 2023, cette provision augmente de 12,7 % par rapport à 2022. Cette augmentation est justifié par la croissance des activités de l'Association qui a impliqué le recrutement de nouveaux salariés en CDI..

En 2023, les mouvements de personnels en CDI ont été les suivants :

- 11 Embauches en CDI,
- 11 Contrats à Durée Déterminée ont été transformés en CDI,
- 9 départs de salariés en CDI.

Le calcul de la provision de l'engagement de départ à la retraite a été réalisé à partir des hypothèses actuarielles suivantes :

- Le salaire de fin de carrière : application des règles d'ancienneté selon la grille de l'Accord collectif Nexem (ancien SYNEAS)
- Le taux moyen d'évolution des salaires : Il est calculé sur 10 ans sur base d'un échantillon représentatif de 10 salariés, soit 4,57 % sur 10 ans,
- Le taux de rotation des salariés : moyenne du taux de rotation des 5 derniers exercices, soit 7,41%,
- Le loyer de l'argent (taux sans risque) : 3,42% (taux sans risque de la zone Euro au 31/12/2023, source Ernest & Young),
- Le taux de mortalité (table de mortalité) : table de mortalité 2018 – 2020 de l'INED,
- L'âge de départ à la retraite estimé : est fonction de la date de naissance selon le tableau ci-après :

Date de naissance	Age de départ à la retraite
Avant le 1 ^{er} septembre 1961	62 ans
Entre le 1 ^{er} septembre 1961 et le 31 décembre 1961	62 ans et 3 mois
En 1962	62 ans et 6 mois
En 1963	62 ans et 9 mois
En 1964	63 ans
En 1965	63 ans et 3 mois
En 1966	63 ans et 6 mois
En 1967	63 ans et 9 mois
À partir du 1 ^{er} janvier 1968	64 ans

La mise à la retraite d'office est retenue à 70 ans pour les salariés en poste ayant dépassé l'âge légal de départ à la retraite.

- Le salaire de référence pris en compte est le salaire moyen sur l'année 2023 corrigé des variations anormales (absences et arrêts de travail).

RATTRAPAGE DE LA VALEUR DU POINT & DE L'INDEMNITE COMPENSATRICE DES CONGES PAYES

La convention collective revalorise régulièrement les salaires en augmentant la valeur du point. L'Association calcule au moment du bilan l'impact d'une revalorisation de point sur l'exercice lorsqu'elle a connaissance de la promulgation de cette revalorisation. Le tableau ci-dessous précise les provisions annuelles qui sont constituées.

Également, entre le 01/01/2021 et le 30/09/2023, il y a eu des congés payés pris avant cette date qui n'ont pas été correctement indemnisés. Une régularisation a été faite sur les bulletins de février 2024. L'Association a provisionné ce rappel de salaire sur la période du 01/01/2021 au 31/12/2023.

	2023	2022	Variation
Revalorisation du point	(29 664,45)	29 664,45	(59 328,90)
Régularisation Congés 2021	15 877,44		15 877,44
Régularisation Congés 2022	21 663,60		21 663,60
Régularisation Congés 2023	27 033,68		27 033,68
Total	34 910,27	29 664,45	5 245,82

Ces dotations sont comptabilisées dans le compte « 641220 Provision pour rattrapage de la Valeur du Point & de l'Indemnité Compensatrice des congés payés ».

L'ACQUISITION DE CONGES PAYES EN CAS DE MALADIE ORDINAIRE MISE EN CONFORMITE DU DROIT FRANÇAIS AVEC LE DROIT EUROPEEN

La loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 vient de mettre en conformité le droit français avec le droit européen en matière d'acquisition des congés payés lors d'un arrêt maladie. Dorénavant, les périodes de maladie sont assimilées à du temps de travail et permettent d'acquérir des jours de congés payés.

Cette traduction dans le droit français de la décision du droit européenne génère un passif potentiel des employeurs envers certains de leurs salariés qu'il faut provisionner pour pouvoir faire face aux réclamations futures éventuelles.

Dès lors que cette dette potentielle est significative et par mesure de prudence, l'Association a décidé de la provisionner dans ses comptes au 31/12/2023 sur 3 années non financièrement prescrites selon le détail suivant :

	Compte comptable	Montant
Année 2023	641210	14 654,82 €
Année 2022	687501	9 904,86 €
Année 2021	687501	14 110,68 €
Total		38 670,35 €

SALAIRES DE DIRECTION

L'équipe de Direction reste composée d'une Directrice Générale et d'un Directeur.

Les dépenses augmentent de 15,2% (évolution expliquée par une absence plus ou moins prolongée d'un/e des membre/s de l'équipe de Direction en 2022 et qui a été en activité sur toute l'année 2023).

FRAIS BANCAIRES ET FINANCIERS

Comptes	Libellé	2023	2022	Variation	%
627000	Services bancaires et assimilés (commissions)	15 490,39	17 101,81	(1 611,42)	(9,4)%
627100	Frais contrat capitalisation	34,38	4 512,00	(4 477,62)	(99,2)%
661100	Intérêt des emprunts et dettes	3 089,97	3 234,99	(145,02)	(4,5)%
667000	Intérêts débiteurs /découvert	30 921,26	1 364,79	29 556,47	2165,6%
		49 536,00	26 213,59	23 322,41	89,0%

Les frais financiers ont évolué de 89,0% en 2023. Cette augmentation est expliquée par le niveau de trésorerie qui a structurellement négatif en 2023, en particulier sur le 2nd semestre. L'Association a dû recourir à **une mobilisation des créances (bordereaux Daily)** en plus d'un découvert bancaire sur le 2^{ème} et 3^{ème} trimestre à cause du retard de versement des subventions par les financeurs.

RESERVES, REPORTS A NOUVEAU ET FONDS DEDIES

A. EVOLUTION DES RESERVES

Nature de la réserve de compensation des déficits	Montant de la réserve en début de l'exercice	Excédents affectés dans l'année	Reprise de l'année	Montant de la réserve en fin de l'exercice
	(a)	(b)	(c)	(d)=(a)+(b)-(c)
I. Réserves d'Investissement				
Réserve d'investissement CHU	8 889,25 €			8 889,25 €
Réserve d'investissement CPH	33 376,05 €			33 376,05 €
Réserve d'investissement CADA	1 625,49 €			1 625,49 €
	43 890,79 €	0,00 €	0,00 €	43 890,79 €
I. Réserves de compensation des déficits				
Réserve de compensation CHRS	36 278,44 €	1 823,93 €		38 102,37 €
Réserve de compensation Autres missions	487,12 €			487,12 €
Réserve compensatrice déficit CADA	20 231,00 €			20 231,00 €
Réserve de compensation des déficits LHSS	42 667,97 €		11 031,15 €	31 636,82 €
Réserve de compensation des déficits CPH	26 200,00 €			26 200,00 €
	125 864,53 €	1 823,93 €	11 031,15 €	116 657,31 €
Total des réserves	169 755,32 €	1 823,93 €	11 031,15 €	160 548,10 €

B. EVOLUTION DES REPORTS A NOUVEAU ET DES FONDS DEDIES

Les excédents ou déficits en fin d'exercice sont constatés en **reports à nouveau** lorsqu'ils concernent l'activité courante des missions ou en **fonds dédiés** lorsqu'ils résultent des crédits affectés à des missions ou objectifs spécifiques.

Description	Solde début de l'exercice	Engagements/ Reprise au cours de l'exercice	Dotations de l'exercice	Solde en fin d'exercice	Reports de plus de 2 ans
	(a)	(b)	(c)	(d)=(a)- (b)+(c)	
1. Reports à nouveau					
Activité médicosociale hors gestion contrôlée					
Reports à nouveau /Gestion des Fonds					
Report à nouveau Fonds FDAJ	26 447,85	26 447,85	10 741,35	10 741,35	
Report à nouveau Fonds FMAJ	88 186,41		14 982,48	103 168,89	
Report à nouveau Fonds FSE	224 131,04	224 131,04	246 418,70	246 418,70	
Fonds dédiés FSE Métropole	121 054,19	121 054,19	56 444,97	56 444,97	
	459 819,49	371 633,08	328 587,50	416 773,91	
Reports à nouveau /Missions					
Report de subvention CPA	1 068 385,62	1 068 385,62	0,00	0,00	
Report à nouveau HUDA	52 812,93		7 304,46	60 117,39	
Report à nouveau Urgence	3 323,96		1 134,26	4 458,22	
Report à nouveau CAO Les Clos	21 935,46		0,00	21 935,46	21 935,46
Report à nouveau Maison Relais	12 851,90		373,70	13 225,60	
Report à nouveau MNA « le Rivaly »	708,04		0,00	708,04	
Report à nouveau ALT	226,90		853,37	1 080,27	
Report à nouveau DPAR	605,52		156,82	762,34	
Report à nouveau ELY	13 912,20		(6 855,02)	7 057,18	
Report à nouveau Mission Réinstallation	0,00		196 902,31	196 902,31	
Report à nouveau Centre d'Hébergement d'Urgence (déficit)	(6 584,51)		0,00	(6 584,51)	
Report à nouveau Intermediation Locative – Ukraine (déficit)	(2 869,58)	(2 869,58)	(1 214,56)	(1 214,56)	
Report à nouveau (déficit) CPA Centre Provisoire d'Accueil	0,00		(36 177,52)	(36 177,52)	
	1 165 308,44	1 065 516,04	162 477,82	262 270,22	
Activité médicosociale sous gestion contrôlée					
Report à nouveau en attente d'affectation CHRS	64 139,66	1 823,93	217,70	62 533,43	61 596,08
Report à nouveau en attente d'affectation CADA	1 875,50		324,78	2 200,28	
Report à nouveau en attente d'affectation CPH	138 127,58		5 657,95	143 785,53	
Report à nouveau en attente d'affectation (déficit) LHSS	(11 031,15)	(11 031,15)	(30 297,80)	(30 297,80)	
	193 111,59	(9 207,22)	(24 097,37)	178 221,44	
2. Fonds dédiés					
Fonds dédiés CHRS	35 483,03	7 194,36	14 000,00	42 288,67	21 568,67
Fonds dédiés CADA	5 915,13		0,00	5 915,13	5 915,13
Fonds dédiés Campagne Hivernale	0,00		20 000,00	20 000,00	
Fonds dédiés CPH	5 915,13		0,00	5 915,13	5 915,13
Fonds dédiés Accompagnement à la sortie de la prostitution	5 000,00		0,00	5 000,00	5 000,00
Fonds dédiés CHU	0,00		0,00	0,00	
Fonds dédiés ALT	0,00		29 832,11	29 832,11	
Fonds dédiés Projet Mobilités	0,00		84 072,27	84 072,27	
Fonds Dediés Projet Caisse d'Epargne 2023	0,00		4 270,00	4 270,00	
	52 313,29	7 194,36	152 174,38	197 293,31	
Total	1 870 552,81	1 435 136,26	619 142,33	1 054 558,88	121 930,47

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ET DONNS EN NATURE

Les contributions volontaires et dons en nature ont été valorisés de la façon suivante :

I. Dons en nature et mise à disposition gratuite

Denrées alimentaires de la Banque alimentaire

Elles sont valorisées sur base de la quantité livrée en 2023.

Le prix retenu (référence nationale de la Banque Alimentaire) par kilo reste de 3,30€.

21.168,47 kilos ont été distribués aux personnes accompagnées par CeCler en 2023. Leur montant est donc valorisé à 69 855,95 €. Cette aide est complétée par la collecte des barquettes alimentaires données par le CHU de Clermont-Ferrand dont la valorisation n'est pas fournie par le donateur.

Notons que les distributions alimentaires sont faites aux hébergés lors de leur arrivée ou dans des situations d'urgence spécifiques. En principe, les usagers sont orientés vers les associations caritatives de l'agglomération (Secours Populaire, Secours Catholique, Restos du Cœur...).

Cependant, une restauration est assurée aux usagers orientés par le 115 les matins, les soirs, les week-ends et les jours fériés.

Mise à disposition gratuite des installations sportives (gymnases) et de matériel sportif et événementiel

La Ville de Clermont met gratuitement à disposition ses complexes sportifs et événementiels aux usagers de l'Association CECLER pour les activités sportives et socioculturelles. Cette valorisation est estimée par Ville à **2 670,40 €** par an.

Au total, les dons en nature et mise à disposition gratuite des biens ont été évalués à **72 526,35 €** en 2023.

II. Les prestations des bénévoles

En 2023, les prestations des bénévoles ont principalement concerné :

- **Les actions de santé à destination** des usagers (psychiatrie, addictologie et dépendance, permanence médicale, suivi des PVV, prévention, ...). Les principaux acteurs sont des Médecins et Infirmières de l'Equipe Mobile de l'Hôpital Sainte Marie, de Solidarité Santé 63, de l'ANPAA, ...
- **Le Mécénat des compétences** : En 2023, CeCler a bénéficié de conventions de mécénat avec l'Entreprise Michelin (2 mécènes de compétence) et la Banque de France (1 mécène de compétence à mi-temps). CeCler bénéficie également d'une convention avec Michelin pour du mécénat de courte période (dans le cadre des 40 heures par an proposée à chaque salarié) pour couvrir plusieurs domaines de compétences à destination des usagers ou des salariés de l'Association (éco-responsabilité, communication, insertion

socioprofessionnelle, systèmes d'information, protection des données et développement et gestion des projets).

On notera également l'intervention du personnel de la Société des Eaux de Volvic auprès de nos salariés et dans l'administration de l'Association.

- **L'intégration et l'initiation à la vie en France** notamment l'apprentissage de la langue française aux étrangers nouveaux arrivants et autres ateliers et séminaires sur la vie quotidienne (économie familiale, bien-être...). Les principaux acteurs sont CLCV, Finances et Pédagogies, ...

Ces prestations sont évaluées :

- **À leur coût réel** pour les prestations de mécénat de compétences (Entreprise Michelin) selon les grilles des salaires appliquées dans cette entreprise,
- Selon **la grille des salaires appliquée pour les salariés de l'Association** exerçant les mêmes fonctions pour les autres bénévoles.

En 2023, les prestations des bénévoles et mécènes ont été évaluées à **195 030,23 €**

ACQUISITION DU TERRAIN

En 2020, CeCler a fait l'acquisition auprès d'une association de la fédération des Mains Ouvertes d'un terrain à Clermont-Ferrand pour une valeur de **307 500 €** et à destination du projet de construction pour accueillir notre Centre LHSS et CHRS.

Cet achat a été financé par un prêt immobilier auprès de la Caisse d'Epargne d'Auvergne Limousin. Pour garantir le prêt contracté, la Caisse d'Epargne conserve le « Privilège du prêteur de deniers, de rang 1 sans pacte commissaire ».

CeCler a signé durant l'exercice 2021 un bail emphytéotique de 42 ans pour ce terrain avec Auvergne Habitat qui utilisera le terrain pour construire l'immeuble d'une surface habitable de 1.539 m². Le projet de construction est évalué à **2 963 065 €**. CeCler louera cet immeuble à Auvergne Habitat pendant environ 40 ans.

Au terme du bail (de 40 ans), CeCler sera propriétaire de l'immeuble et retrouvera la pleine jouissance du terrain. La pose de la première pierre pour la construction de l'immeuble est intervenue le 11 mars 2022. La livraison de cette construction est prévue en avril 2024.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

DN ✓